

François CELLIER
Cyril ROBINET

Master 2 PDAPS

- Economie politique des pays du Sud et globalisation -

**LA RENTE DE
L'URANIUM AU NIGER**

2007 / 2008

- PLAN -

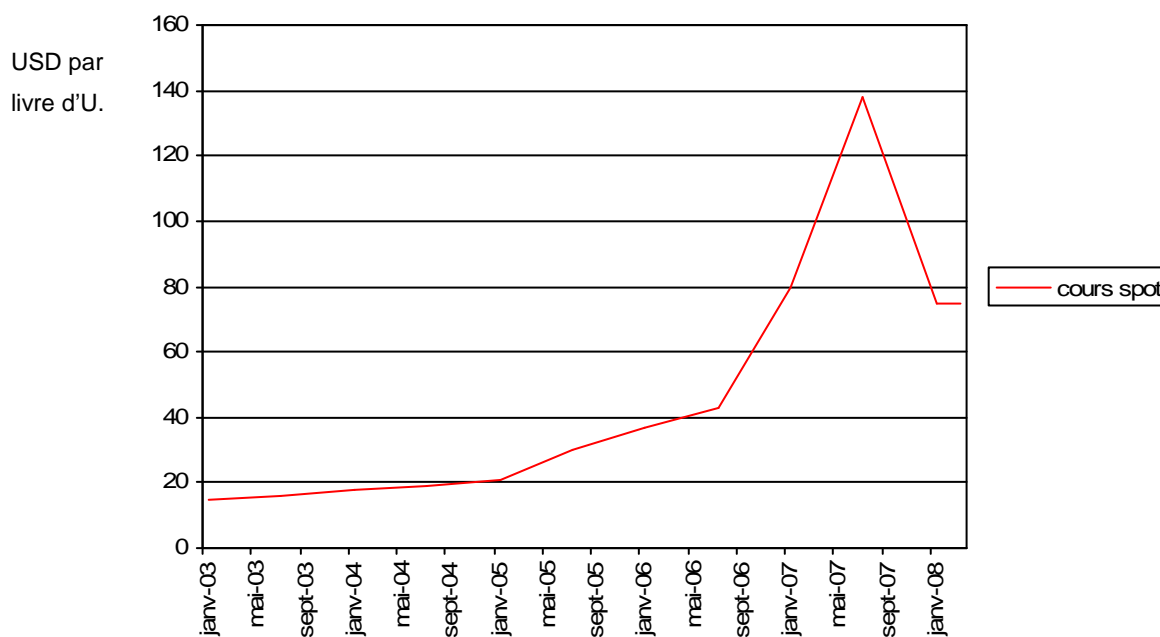
Introduction : le marché mondial de l'uranium	p.3
1. L'uranium au Niger	
1.1. Les acteurs de l'uranium nigérien	p.7
1.2. Le circuit de production et d'exportation	p.7
1.3. La part de l'uranium dans l'économie nigérienne	p.8
2. Une ressource mal utilisée ?	
2.1. Pauvreté et sous-développement	p.9
2.2. Un Etat fragile, une société sous tension	p.10
2.3. Corruption et domination française	p.12
3. Une nouvelle donne favorable au Niger	
3.1 Arrivée des nouveaux acteurs	p.13
3.2. La crise franco-nigérienne	p.15
3.3. Un nouveau départ pour l'uranium nigérien ?	p.16
Bibliographie	p.18
Graphiques et carte :	
- Evolution du cours de l'uranium sur le marché spot/ au comptant (2003-08)	p.4
- Rapport entre la demande en ressources primaires et les capacités de production actuelles et supplémentaires – prévision sur 10 ans	p.5
- Carte politique du Niger	p.19

INTRODUCTION : Le marché mondial de l'uranium

On ne saurait concevoir la production et la vente d'uranium de la même manière que celles du cacao ou du café. Pour aussi évidente qu'elle soit, cette remarque n'en est pas moins essentielle : en effet, l'uranium a des applications civiles et militaires et joue un rôle stratégique majeur en termes de fourniture d'énergie et de sécurité internationale. Or, depuis la fin de la Guerre Froide et dans un contexte de menaces asymétriques, c'est la question de la non prolifération qui s'est imposée comme thème sécuritaire majeur : comment faire en sorte que les stocks d'armes nucléaires, excédentaires depuis les années 1960, soient contrôlés ? L'une des réponses fut justement la reconversion des matières fissiles comme sources secondaires pour le nucléaire civil. Il n'en reste pas moins qu'en 2006, sur les 64.200 tonnes d'uranium consommées par les réacteurs nucléaires, 61%, soit 39.400 tonnes, provenaient de la source primaire que constitue la production minière. Les principaux pays producteurs que sont le Canada (25%), l'Australie (19%), le Kazakhstan (13,5%), le Niger (8,7%), la Russie (8,3%), la Namibie (7,8%) et l'Ouzbékistan (6,2%) contribuent à eux seuls à plus de 88% de la production mondiale, sachant qu'il est extrêmement difficile d'estimer leurs ressources minières respectives, d'abord du fait du détail complexe de leur évaluation par l'AIEA et l'OCDE (« ressources raisonnablement assurées », « supplémentaires estimées », « spéculatives ») et ensuite du fait du jeu subtil des producteurs : il s'agit de ne pas dévoiler ses ressources afin de maintenir les prix, tout en renseignant suffisamment sur ses capacités productives, afin d'attirer les investisseurs. Les grandes compagnies minières internationales¹ disposent de l'argent, du matériel et de l'expérience nécessaires à l'extraction et au traitement du minerai. Depuis le tournant des années 1960 et la libéralisation du marché de l'uranium, au moins deux grandes phases de production ont déterminé les rapports de force entre ces deux acteurs : une première (1960-1973), dite de surproduction, se distingue par la saturation des besoins militaires et la faible demande en nucléaire civil. Les subventions et contrats à long terme avec ajustements périodiques prédominent. Une deuxième phase, dite des excédents, débute avec les crises pétrolières de 1973 et 1979 et le développement des programmes nucléaires nationaux : cette frénésie entraîne une surestimation du développement du secteur nucléaire et l'établissement de stocks en prévision d'une pénurie rapide des ressources. Revenus de leur empressement, les acteurs économiques procèdent à un réajustement par la

¹ Par ordre décroissant de leur part dans l'approvisionnement mondial en 2006: Cameco (20,8%), Rio Tinto (17,9%), Areva (16,6%), Kazatomprom (10,3%), TVEL (8,6%), BHP Billiton (7,3%), Navoi (5,7%), VostGok (2%), General Atomics (1,9%), Uranium One (1,8%).

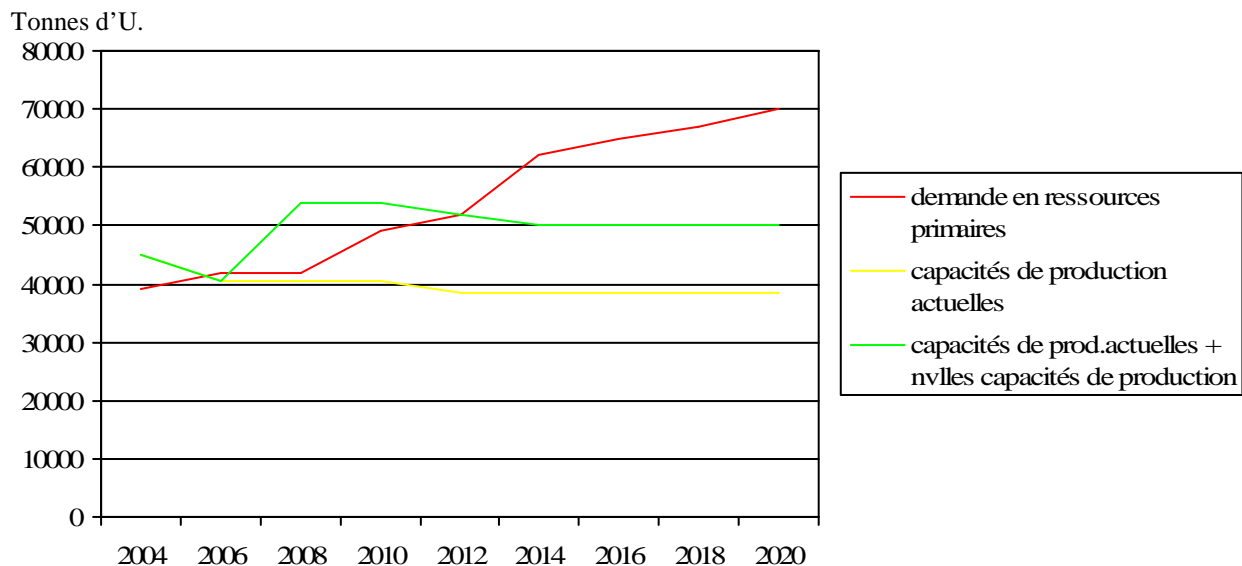
vente des excédents dès 1985. Mais le démantèlement de l'URSS ajoute encore au dérèglement du marché, les pays de la CEI écoulant leur production à bas prix. Dans ce contexte, la production primaire s'est trouvée affaiblie, amenant à la fermeture de mines et au sous investissement de celles toujours en exploitation, ce qui entraîna une première conséquence sur la structure du marché : les contrats d'exploitation par les compagnies minières furent réduits en moyenne à moins de dix ans. Ces contrats représentent l'aboutissement de négociations par lesquelles les pays producteurs accordent des titres miniers à durée déterminée, permettant aux compagnies « d'enlever » et de commercialiser librement l'uranium. Ces accords opaques, en particulier dans un rapport inégalitaire entre pays producteur du Sud et firme multinationale du Nord, ne contribuent pas à une étude aisée des évolutions du marché, d'autant qu'il n'existe pas de marché à terme pour l'uranium. Toutefois, une seconde conséquence de la vente des excédents est venue remettre en cause cette opacité : c'est l'apparition d'un marché spéculatif, avec des transactions d'uranium à court terme entre compagnies et courtiers. Le cours spot s'est développé, passant de 10% du total des échanges en 1980 jusqu'à atteindre 30% en 1990. Si cette fièvre spéculative s'est aujourd'hui stabilisée à un niveau inférieur autour de 15% des échanges, elle n'en reste pas moins importante² et s'est même avérée utile pour connaître le cours de l'uranium (indice UX 308). Or, l'évolution spectaculaire des prix sur le cours spot pourrait constituer un indice suffisant nous faisant penser qu'une troisième phase de production se met en place :



Evolution du cours de l'uranium sur le marché spot/ au comptant (2003-08)

² Le fond Nufcor, inscrit à Londres en 2006, a acheté et stocké environ 2 millions de livres de concentré (*yellowcake*), soit 2% de la production annuelle mondiale.

Après une stabilité des prix à un niveau historiquement bas durant les années 1990 (jusqu'à 7 USD en 2000), les prix ont amorcé une courbe ascendante dès 2002 pour finalement approcher les 140USD la livre en juin/juillet 2007. Même si ces excès spéculatifs ont été corrigés durant le second semestre, le prix de la livre d'uranium s'est stabilisé à 75USD depuis le début de l'année 2008, soit une hausse de 1.000% en huit ans. On peut l'expliquer par la reprise du nucléaire civil (alors que le prix du baril de pétrole approche la barre des 110 USD), tout particulièrement de la part des puissances émergentes³, créant une tension entre une demande en hausse estimée à 30% à terme, et une offre en pleine recomposition : les ressources secondaires s'épuisent et les ressources primaires vont devoir passer de 61% à 100% de la satisfaction de besoins toujours plus conséquents⁴.



Rapport entre la demande en ressources primaires et les capacités de production actuelles et supplémentaires – prévision sur 10 ans

Un scénario problématique à l'échelle du monde mais favorable aux pays producteurs, puisqu'il oblige à l'exploitation complète des ressources identifiées, devenues rentables. Il s'agit d'un argument de poids pour la renégociation à la hausse du prix des titres accordés aux compagnies minières.

³ Actuellement, 440 réacteurs nucléaires sont en fonctionnement dans le monde, 338 sont en construction, en projet ou proposés, dont une centaine en Chine, une quarantaine en Russie, une trentaine en Afrique du Sud et en Inde. Les Etats-Unis se sont aussi lancés dans le nucléaire civil avec une quarantaine de réacteurs en projet ou proposés.

⁴ AIEA, *Recent developments in uranium exploration, production and environmental issues*, septembre 2005 : la demande mondiale a dépassé la production primaire en 2006 autour de 40.000 tonnes d'uranium par an. En ajoutant à la production actuelle de nouvelles capacités de production (réexploitation des mines), pour atteindre 50.000 tonnes extraites par an, la production ne pourra soutenir la demande que jusqu'en 2012 (voir graphique)

C'est dans ce contexte que souhaite s'inscrire notre étude sur le cas du Niger. Ce pays d'Afrique sahélienne est le 4^{ème} producteur mondial d'uranium. C'est aussi l'un des pays les plus pauvres du monde. Cette situation paradoxale nous interpelle à deux niveaux : pourquoi le Niger n'a-t-il pu ou su tirer profit de cette rente pour assurer son développement ? Pourrait-il à l'avenir, et sous quelles conditions, en tirer un bénéfice maximum pour le bien de tous les Nigériens ?

C'est pour répondre à ces questions que nous étudierons en trois étapes la situation de l'uranium au Niger. Nous verrons dans un premier temps de quelles ressources le pays dispose, et comment s'organise leur exploitation. Puis nous chercherons à comprendre en quoi cette ressource s'est avérée inopérante voire contre-productive pour assurer le développement du pays. Enfin, nous étudierons l'évolution récente des rapports de force entre l'Etat nigérien et les compagnies minières, évolution qui pourrait permettre à l'avenir une utilisation optimale de la rente uranifère.

1. L'uranium au Niger

Le Niger est à l'heure actuelle le 4^e producteur mondial, oscillant autour de 3.000 tonnes d'uranium extraites par an. Il s'agit d'une exploitation ancienne et rapidement effective : selon les données de l'AIEA et de l'OCDE (*Red Book* 2003) les mines nigériennes sont entrées en exploitation cinq et six ans après la découverte des ressources, contre onze à quarante quatre ans pour les autres principales mines du monde. Elles sont également parmi les plus productives depuis leurs prémisses au tournant des années 1960 : 100.000 tonnes cumulées ; les premières découvertes d'uranium dans le bassin du Tim Mersoi, à 1.000km au nord-est de Niamey, coïncidant avec les premières années de l'indépendance nationale : découverte des gisements de Azelik et Abakorum (1959), Madaouela (1963), Arlette, Ariège, Artois, Taza, Tamou et Takriza (1965), Imouraren (1966), Akouta (1967), Ebala (1972).

1.1. Les acteurs de l'uranium nigérien

- **Somair** (société des mines de l'Air) :

Créée le 1^{er} février 1968, elle est actuellement détenue à 63,4% par les investisseurs français via la Cogema et à 36,6% par les investisseurs nigériens via l'Office national des ressources minières (ONAREM), depuis le départ au début des années 1980 des investisseurs allemands (Urangseltschaft) et italiens (Agip). Elle gère l'extraction et la production d'uranium pour les mines à ciel ouvert d'Arlit (Ariège, Artois, Arlette, Tamou, Taza, Takriza, Tamgak) entrées en exploitation entre 1968 et 1998, et dont les ressources sont estimées à 14.000 tonnes.

- **Cominak** (compagnie minière d'Akouta) :

Créée le 12 juin 1974, elle est détenue à 34% par la Cogema, à 31% par l'Onarem, à 25% par des investisseurs japonais (Ourd) et à 10% par des Espagnols (Enusa). Elle gère les mines souterraines d'Akouta (Akola, Akouta, Afasto), exploitées depuis 1978, et dont les ressources sont estimées à 29.000 tonnes.

Ces deux *joint ventures* jouent un rôle central dans la modulation de l'offre. Les prix et la production d'uranium pour l'année sont décidés après accord entre les actionnaires, qui enlèvent pour leur propre compte une part du minerai au prorata de leur participation au capital. La structure du capital de chacune de ces deux sociétés montre la prédominance d'Areva, via sa filiale Cogema⁵, d'autant que le Niger a cessé d'enlever lui-même sa part d'uranium dans les années 1980, et s'est trouvé contraint, face au monopole d'Areva, de pratiquer des taux de redevance largement inférieurs aux prix pratiqués sur le marché international⁶.

1.2. Le circuit de production et d'exportation

La responsabilité de ces sociétés s'étend depuis l'extraction du minerai en lui-même jusqu'à sa livraison hors du pays producteur: le minerai est d'abord broyé, produisant une poudre jaune traitée et conditionnée (*yellowcake*), qu'il s'agisse d'uranate de soude ou

⁵ Créée en 1976, la Compagnie générale des matières nucléaires est devenue Areva NC (« *Nuclear Cycle* ») en 2006, filiale à 100% du groupe industriel public Areva. Sur les 6.000 tonnes d'uranium enlevées par Areva dans le monde, 50% le sont au Niger.

⁶ Le prix de vente s'est longtemps élevé à 27.300 francs CFA le kilo d'uranium, alors que les prix internationaux s'élevaient à 122.000 francs CFA (le nouvel accord entre le Niger et Areva l'a quasiment doublé, à hauteur de 40.000 francs CFA).

d'uranate de magnésie. L'exportation se fait ensuite vers le Bénin voisin (via l'axe nord/sud : Dosso-Gaya-Parakou-Cotonou), jusqu'au port autonome de Cotonou, sous surveillance des inspecteurs de l'AIEA.

On peut tirer comme enseignement de ce parcours une dépendance du Niger vis-à-vis du Bénin du fait de son enclavement, que ce soit pour l'exportation du *yellowcake* ou pour l'importation des matières premières nécessaires au traitement de l'uranium (soufre). Et ce même si le port d'Abidjan tente actuellement d'attirer à lui une partie du fret ouest africain, réduisant cette dépendance, ou du moins offrant une occasion au Niger de négocier les taxes à la baisse, particulièrement au moment où les mines d'Imouraren (80.000 tonnes de réserves pour une production estimée à 4.000 tonnes/an) et de Teguidan (700 tonnes/an) s'appêtent à entrer en activité, courant 2010.

1.3. La part de l'uranium dans l'économie nigérienne

De telles richesses tranchent avec les données économiques générales du Niger, dont le PIB stagne autour de 2 milliards de dollars (pour une moyenne de 3,5 milliards pour les pays d'Afrique sub-saharienne), alors que le PIB par habitant ne cesse de chuter : - 3,7% par an en moyenne durant la décennie 1980-1990, -0,8% durant la décennie 1990-2000. Malgré tout, le FMI prévoit une hausse du PIB de l'ordre de 5% entre 2008 et 2010, s'appuyant essentiellement sur l'espoir d'investissements importants dans le domaine minier (Imouraren en tête). On peut certes donner raison au FMI sur l'importance de l'industrie minière au Niger, qui représente 31% des exportations, soit plus de 140 millions USD par an, et qui a longtemps alimenté la croissance du PIB jusqu'à la brusque dégradation des termes de l'échange (DTE) au milieu des années 1980. Cependant on aurait tort de lui accorder une place prépondérante dans la structure du PIB, marqué par une rigidité certaine : depuis 1985, la part des services demeure autour de 43%, l'agriculture autour de 37-40%, alors que les industries (représentées essentiellement par le secteur minier, à 70% uranifère) stagnent à 11-12%.

Il ne faut pas oublier que 75% du PIB relèvent du secteur informel, et que le secteur formel s'avère par conséquent suffisamment resserré (autour de 600 entreprises) pour que la Somair et la Cominak, qui emploient 1.700 personnes (le nombre a même atteint 4.400 à la fin

des années 1970, lorsque les prix de l'uranium étaient au plus haut), constituent les principaux employeurs privés du pays. Leur rôle apparaît encore plus important si l'on songe que plus de 100.000 personnes vivent autour des sites d'Arlit et d'Akokan.

2. Une ressource mal utilisée ?

2.1. Pauvreté et sous-développement

Ainsi le Niger est particulièrement bien doté en ressources minières. L'uranium bien sûr, mais aussi l'or, le charbon et le fer. Par ailleurs, des explorations quant à d'éventuelles ressources en pétrole et en gaz s'avèrent prometteuses. Le Niger appartient donc à cette catégorie de pays du Sud richement dotés en ressources naturelles mais qui n'ont pu ou su en tirer profit pour assurer leur développement et le bien-être de leurs populations. A l'égal du Gabon ou du Nigeria pétroliers, de la Centrafrique ou du Liberia diamantaires ou de la RDC « minérale », pour n'évoquer que les cas les plus emblématiques.

De fait, le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde. Les principales données budgétaires traduisent la situation de dépendance du pays vis-à-vis de la communauté internationale. Eligible à l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) du FMI dès 2000, le Niger a bénéficié en 2005 d'une annulation à 100 % de sa dette multilatérale. Mais la dette privée et bilatérale s'élève encore à 2 milliards USD, soit environ 50 % du PIB en 2006. En 2007, sur les 320 millions USD votés pour le budget nigérien, 134 millions provenaient de l'aide internationale (essentiellement FMI, Banque Mondiale et Banque Africaine de Développement).

Comme cela a été dit précédemment, le secteur industriel est embryonnaire. De fait, on estime que 90 % de la population nigérienne vit de l'agriculture. 85 % de la production agricole est vivrière, ce qui soumet l'alimentation, la santé et les revenus des Nigériens aux aléas naturels. Le Niger est en effet soumis à de graves problèmes d'ordre climatiques. La déforestation, l'érosion des sols et la désertification rendent cette zone sahélienne de moins en moins propice à l'agriculture. Seules 11 % des terres sont cultivables. La pluviosité moyenne est très faible (moins de 800 mm par an) et toute diminution au deçà de cette moyenne peut

provoquer des catastrophes. Ce fut le cas en 2001 et en 2005, où la sécheresse a entraîné des famines touchant respectivement 35 % et 25 % de la population nigérienne.

L'étroitesse du secteur formel hors fonction publique et uranium ainsi que les difficultés agricoles sont à l'origine d'une situation sociale des Nigériens confinant à la misère la plupart d'entre eux. Le Niger se classe avant-dernier en terme d'Indice de Développement Humain (IDH). 63 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Seuls 17 % des Nigériens sont alphabétisés. L'état sanitaire est catastrophique. L'espérance de vie à la naissance s'élève à 44 ans. La mortalité infantile est de 150/1000. La malnutrition chronique touche un enfant sur deux et il n'y a que 3 médecins pour 100 000 habitants.

Cause ou conséquence de cette situation socio-économique, le Niger est en proie à de multiples troubles, politiques, sociaux et militaires.

2.2. Un Etat fragile, une société sous tension

La décennie 1990 fut chaotique sur le plan politique, même si la présidence de Mamadou Tandja (1999-...) a jusqu'ici marqué une certaine stabilisation et pacification. Les Nigériens ont vécu sous un régime militaire de 1974 (renversement du premier président Hamani Diori) à 1993 (premières élections libres suite à la Conférence Nationale Souveraine initiée en 1991 après plusieurs années de troubles). L'élection de Mahamane Ousmane en mars 1993 n'instaure pas la stabilité. Des législatives chaotiques en 1995 amènent le colonel Ibrahim Baré Maïnassara à s'emparer du pouvoir, puis à se faire confirmer à la présidence par des élections manifestement irrégulières en juillet 1996. En avril 1999, Maïnassara est assassiné par un membre de la Garde Présidentielle, Daouda Mallam Wanké. Ce dernier tient sa promesse d'organiser des élections transparentes dans les six mois afin de remettre le pouvoir aux civils. Mamadou Tandja est donc élu en novembre 1999, puis réélu au terme d'un scrutin régulier en décembre 2004. Certes, Tandja n'est pas issu de la société civile. Colonel à la retraite, il participe au coup d'Etat de 1974 qui instaure la dictature du sinistre Seyni Kountche et construira sa carrière au cœur du régime militaire et de son parti unique, le Mouvement National pour la Société de Développement (MNSD). C'est sous l'étiquette de ce même parti qu'il s'est présenté successivement aux présidentielles de 1996, 1999 et 2004. Sans être irrégulière, sa réélection en 2004 fut assurée par d'efficaces méthodes

« d'ouverture » aux opposants et par l'absentéisme d'électeurs nigériens déjà sceptiques sur les capacités d'un régime démocratique à apporter de quoi manger... De fait, si l'on peut mettre au crédit du régime la baisse des déficits publics, une politique sanitaire ambitieuse et une intelligence certaine à s'attirer l'aide internationale, la situation socio-économique reste celle que nous avons décrite.

Cette situation socio-économique s'est traduite en 2006 par des manifestations populaires à Niamey contre la hausse des prix. Toutefois, elles n'ont heureusement pas pris de tournure dramatique comme cela s'est vu au Cameroun en février 2008. Ces manifestations sont restées apolitiques et ressemblent à bien des égards à des mouvements similaires en Europe. Cela ne diminue pas moins l'intensité et l'audience des revendications portées par la « Coalition contre la Vie Chère au Niger » et la « Coordination de la Société Civile du Niger » qui ont pu faire appliquer leur mot d'ordre de « pays mort » en août 2006. Soucieux des équilibres budgétaires, Tandja n'a pas donné suite aux revendications populaires appelant à un soutien gouvernemental pour faire baisser les prix des denrées de bases et les tarifs des services publics (santé, scolarisation, électricité). Ces troubles sociaux se sont poursuivis pendant 3 mois mais n'ont pas outre mesure déstabilisé le gouvernement.

Toutefois, toutes les revendications ne sont pas demeurées pacifiques. 2007 a vu la résurgence d'un conflit armé qui avait ensanglanté le Niger dans les années 1990. Le 20 avril 2007, un groupe armé attaque un site de prospection d'uranium au Nord du pays, causant la mort de 3 individus. L'attaque est ensuite revendiquée par le MNJ ou Mouvement National pour la Justice. Ce mouvement, dirigé par un ancien militaire, Aghali Alombo, est un avatar des rébellions touarègues contre l'Etat central nigérien qui s'étaient conclues en 1995 par un accord de paix avec leur leader d'alors, Mano Dayak. Le motif des rébellions touaregs de cette époque était d'obtenir une meilleure place dans la société et l'Etat nigériens pour ce peuple du désert qui représente 10 % de la population. L'indépendance du Niger en 1960 avait renversé le rapport historique de domination que les Touaregs, populations blanches du grand Nord nigérien, entretenaient avec les populations noires du Sud. Ils furent marginalisés jusqu'à ce que leur révolte armée se traduise par un rééquilibrage à leur profit. En 2007, les revendications politiques, quoiqu'ils en disent, ne semblent plus se trouver au cœur de leur action. Il s'agit bien plus d'un soulèvement destiné à négocier une part du gâteau que représente l'augmentation de la production d'uranium dans les années à venir. Les attaques du MNJ ont fait jusqu'ici quelques dizaines de morts mais entretiennent une insécurité

sporadique dans la région du Nord, entre Agadez et Arlit, ce qui inquiète les étrangers venus prospector l'uranium et les hydrocarbures. Les Forces Armées Nigériennes (FAN) n'ont obtenu aucun succès militaire notable et le gouvernement se fait plus autoritaire. Human Rights Watch a dénoncé en début d'année des exactions des FAN à l'encontre de civils touaregs et les pressions sur la presse se font de plus en plus fortes. La zone Nord est interdite aux journalistes nigériens et étrangers et plusieurs ont été arrêtés pour atteinte à la sécurité de l'Etat, après avoir rencontré ceux que le gouvernement qualifie de « bandits armés ».

Ainsi, la rente que représente l'uranium n'a en rien amélioré la situation économique du Niger ni les conditions de vie des populations. L'histoire politique du pays fut mouvementée et l'on peut se demander dans quelle mesure l'uranium en fut responsable. La dernière rébellion touarègue s'explique visiblement par cet appât du gain.

2.3. Corruption et domination française

Comment expliquer la stagnation de l'économie nigérienne et son instabilité politique malgré la ressource uranium ? Peut-être peuvent-elles s'expliquer comme étant la *conséquence* de cette ressource. Les ressources naturelles ne peuvent-elles pas être considérées comme une malédiction pour les pays en développement ? Les ressources naturelles absorbent généralement l'essentiel de l'attention du gouvernement et des forces vives d'un pays au détriment des autres secteurs de l'économie productive. La mono-activité d'une économie nationale entraîne un abandon d'autres activités qui peuvent assurer la satisfaction des besoins de la population d'un pays en développement et fournir une activité salariée à une plus grande partie de la population. Sans même parler d'un développement industriel assurant emplois directs et indirects et satisfaction des besoins nationaux, le premier secteur à souffrir de la concentration des efforts et des investissements sur une activité extractive est généralement l'agriculture. Le cas nigérien en est un exemple patent mais il est loin d'être isolé. 90 % de la population nigérienne survit toujours grâce à l'agriculture. C'est toujours mieux que l'émirat de Guinée Equatoriale qui a abandonné toute production agricole en comptant sur les importations payées par les revenus pétroliers. Mais l'agriculture nigérienne est rudimentaire et n'a pas bénéficié d'investissements productifs et modernisateurs.

La non-diversification de l'économie nigérienne ne peut être uniquement imputée à une défaillance des pouvoirs publics. On ne peut pas ne pas s'interroger sur la destination prise par les revenus tirés de la rente de l'uranium. Dans l'optique de Jean-François Bayart (*La criminalisation de l'Etat en Afrique*, avec B. Hibou et S. Ellis), il ne peut y avoir prédation de la part des gouvernants que s'il y a une ressource à piller. Il peut s'agir de ressources douanières ou fiscales, mais l'exploitation d'une rente est bien plus profitable. Est-ce le cas du Niger ? De fait, avec un indice de 2,4, le pays est classé au 123^{ème} rang mondial sur 158 par Transparency International. Ce n'est donc certes pas le Cameroun ou le Tchad mais il y a indiscutablement un problème. L'instabilité politique des années 1990 peut s'expliquer par la volonté d'acteurs politico-militaires de s'assurer la plus grande part du gâteau. Le Niger a adhéré officiellement en 2006 à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

La rente uranium n'a donc jusqu'ici que peu ou pas profité à l'économie nigérienne et aux Nigériens. Pour des facteurs internes que nous venons d'aborder (mono-activité et prévarication), mais peut-être aussi en raison de façon externes. Il s'agit ici de voir si la production d'uranium a été payée au Niger à son juste prix par ceux qui l'exploitaient. Or, la France est en situation de quasi monopsonne sur le marché de l'uranium nigérien. L'impuissance coloniale, qui a continué durant des décennies à exercer une grande influence politique sur le Niger, constitue le principal exploitant de l'uranium nigérien. Areva détient respectivement 63 % et 34 % de la Somaïr et la Cominak, les compagnies qui exploitent les deux gisements d'uranium actuellement en activité. D'après Mahamadou Issoufou, ex directeur des mines du Niger et candidat malheureux aux présidentielles de 1996, 1999 et 2004, ces deux compagnies, pendant des décennies, « enlevaient » elles-mêmes l'uranium, le revendaient (aux deux tiers à la France) sans que le Niger ait un droit de regard sur le prix, et payaient son dû au gouvernement du Niger sur la base des seuls documents qu'elles voulaient bien lui présenter. La France, dont l'uranium nigérien assure le tiers des besoins de ses centrales nucléaires, a bénéficié de cette position pour payer l'uranium nigérien bien au-deçà de son prix réel. Les différents hommes forts du Niger ont pu être plus ou moins « soutenus » par Paris en fonction de leur propension à préserver ce statu quo. Le fait est que Hamani Diori fut renversé en 1974 au cours d'un week-end placé entre deux rounds de négociations difficiles entre Niamey et la Cogema... Ainsi, tant que la France demeurait en position de force, l'uranium nigérien ne pouvait totalement profiter au Niger. C'est cette donnée qui a

changé ces dernières années et qui pourrait laisser espérer que la ressource uranium profitera bientôt au Niger, du moins à son gouvernement...

3. Une nouvelle donne favorable au Niger

3.1 Arrivée des nouveaux acteurs

Le prix de l'uranium sur le marché international a été multiplié par 10 entre 2003 et 2007. Rappelons que cette hausse est corrélative à celle du baril de pétrole, qui a poussé de nombreux pays à se tourner vers l'énergie nucléaire. A cela s'ajoute la croissance de pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, dont les besoins énergétiques créent une tension sans précédent sur les marchés des matières premières (pétrole, gaz, uranium, charbon...). La production mondiale de 36 000 tonnes ne couvre que la moitié des besoins et le reste est couvert par les stocks. Dès lors, le Niger, avec 11 % des réserves mondiales d'uranium, fait l'objet d'une convoitise de la part des acteurs internationaux de l'uranium qui n'avaient pas jugé jusque là utile ou possible d'entrer dans ce qui était considéré comme la chasse gardée de la France. Mais les temps ont changé, la puissance française n'est plus ce qu'elle était, et les dirigeants nigériens ne se sentent plus tenus d'entretenir un rapport exclusif avec l'ex-métropole. Anglo-saxons et Chinois commencent à courtiser le gouvernement nigérien au milieu des années 2000 dans le but d'obtenir des concessions à explorer.

En 2007, 70 permis d'exploration et d'exploitation ont été accordés par le gouvernement nigérien. La société canadienne Global Uranium Corporation en a obtenu 4 dans la région d'Agadez. Les Chinois en ont obtenu une dizaine, notamment la CNNC (China National Nuclear Corporation) via sa filiale SinoU, sur l'important site de Teguidan-Tessoumt qui renfermerait 12 000 tonnes de réserves exploitables à l'horizon 2010. Tous les grands pays producteurs d'uranium sont désormais présents au Niger : Canadiens, Australiens, Sud-Africains, mais aussi Indiens et Russes. Bien qu'ayant obtenu une demi-douzaine de permis d'exploration, Areva n'est plus seule au Niger.

3.2. La crise franco-nigérienne

Cette rupture de ce que certains nomment le « pacte colonial » entre la France et le Niger va provoquer une crise politico-diplomatique entre les deux pays. Outre les revenus que procure la vente de permis d'exploration et d'exploitation, il est évident que Mamadou Tandja, en accordant un si grand nombre de permis à des compagnies étrangères, a cherché à faire pression sur Areva. En montrant qu'il n'avait que l'embaras du choix, il s'est placé en position de force en prévision des négociations avec Areva sur le renouvellement du permis d'exploitation des sites historiques de l'Aïr et de l'Akouta. Les négociations devaient porter sur le prix payé par Areva pour l'uranium extrait des deux sites historiques (les seuls en activité à ce jour), mais aussi sur les conditions de l'exploitation future de l'uranium du gigantesque site d'Imouraren (80 000 tonnes de réserves). Areva et sa présidente, Anne Lauvergeon, ont fait valoir, non sans raison, le mieux-disant qualitatif qu'ils proposaient. A la différence des sociétés asiatiques, Areva emploie en grande majorité des Nigériens et essaie d'appliquer les grands principes de la responsabilité sociale des entreprises. Mais il est probable que les Français n'aient pas vu à temps la nécessité d'une revalorisation réelle des prix.

En juin 2007, les négociations entre la 4^{ème} compagnie mondiale d'uranium et le pays le plus pauvre du monde piétinent. Les concessions des deux mines exploitées par Areva ont expiré au 1^{er} janvier 2008 et l'accord pour l'exploitation du site d'Imouraren n'est toujours pas signé. La rébellion du MNJ est déjà responsable de 30 morts, dont des employés chinois, ce qui a provoqué la suspension des activités d'une compagnie chinoise. Les rebelles touaregs sont bien armés et bien équipés... Des gens issus des « milieux autorisés » à Niamey commencent à laisser entendre qu'Areva et la France ne seraient pas étrangers à la bonne santé de la rébellion... Ou le retour de la vieille stratégie de déstabilisation néo-colonialiste... Quoiqu'il en soit, le pouvoir nigérien décide d'utiliser ces accusations pour déstabiliser encore plus Areva. Il semblerait que ce n'était pas là la stratégie de Mamadou Tandja, mais le président se serait laissé déborder par l'aile dure du régime emmenée par son fils, Ousmane Tandja, attaché commercial de l'ambassade du Niger à... Pékin. Le colonel Gilles de Namur, responsable de la sécurité d'Areva Niger est expulsé par décret gouvernemental pour collusion avec les « bandits » du MNJ. La vérité est que ce dernier avait embauché au mois de mai un ex-rebelle touareg des années 1990, intégré aux FAN après l'accord de paix, pour

assurer la sécurité des sites d'Areva. Or, après avoir reçu argent et équipement, Mohamed Ajidar et ses hommes rejoignent le MNJ avec armes et bagages. Malheureuse coïncidence. Le 24 juillet, c'est au tour de Dominique Pin, directeur d'Areva Niger, d'être expulsé pour les mêmes motifs. Le MNJ, qui revendique une part du « *yellowcake* », avait exigé du gouvernement que tous les permis soient accordés à Areva !

Certains faits sont troublants. Gilles de Namur est un ancien des services secrets français. Quant à Dominique Pin, de même qu'Anne Lauvergeon, c'est un ancien de la cellule Afrique de l'Élysée sous François Mitterrand. A ce titre, il fut en première ligne dans les négociations de paix avec les touaregs en 1995. Qu'il ait utilisé ses contacts pour tenter d'assurer la sécurité d'Areva, c'est probable. Qu'il ait essayé de déstabiliser le gouvernement nigérien l'est beaucoup moins...

3.3. Un nouveau départ pour l'uranium nigérien ?

C'est au plus haut niveau politique que la crise entre Areva et le Niger va se dénouer. Mamadou Tandja et le nouveau président français, Nicolas Sarkozy, s'entretiennent au téléphone. Un accord est trouvé à l'occasion de la visite de Messieurs Joubert et Bockel, respectivement conseiller Afrique de l'Élysée et secrétaire d'Etat à la Coopération. Le prix de l'uranium nigérien est réévalué de 50 % avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2007, ce qui reste encore au-deçà du marché. Le Niger disposera de 300 tonnes d'uranium par an à vendre lui-même et directement sur le marché international. Ce marché hors contrats ne concerne en moyenne que 10 % du volume des ventes d'uranium dans le monde mais présente les prix les plus élevés. En contrepartie, Areva se verra accorder la concession d'Imarouren. Pour conclure l'entente retrouvée, Paris envoie des auto-mitrailleuses et des blindés légers à Niamey. La Chine n'avait, elle, qu'envoyé des conteneurs d'armes légères... Par ailleurs, sans nécessairement soutenir les rebelles touaregs, il est incontestable, et Tandja en a conscience, que Paris entretient des rapports particuliers avec les Touaregs et pourrait se révéler un intermédiaire précieux lors d'éventuelles négociations. Serge Martinez, ex DG de la Somaïr, vient remplacer Dominique Pin en septembre. L'accord entre Areva et le gouvernement nigérien est officiellement signé le 14 janvier 2008. De 22USD, la livre d'uranium passe à 32 USD pour 2007, puis 40USD pour 2008. Cet accord concernant les deux mines gérées par la Somaïr et la Cominak court sur deux ans. L'exploitation d'Imouraren comme troisième site

devra faire du Niger le 2^{ème} producteur mondial, avec 5000 tonnes supplémentaires par an (pour un total de 8000 tonnes par an), et fournira un emploi direct à 1400 salariés. En outre, Areva paiera 23 millions d'euros d'avance sur les royalties.

Areva a perdu son monopsonne au Niger, mais reste de très loin en tête par rapport à ses concurrents. Sa situation au Niger lui est toujours favorable. Mais le gagnant incontestable de ces négociations est le Niger. Certes, les prix acceptés par Areva ne sont pas au niveau de ceux du marché (mais ne peuvent l'être puisque les prix du marché « spot » sont toujours supérieurs aux prix contractuels), ni même aux niveaux habituels pratiqués dans les contrats de gré à gré. Mais le Niger pourra compenser ces pertes relatives par une hausse considérable des volumes de production d'Areva, ainsi que par la production future des autres sites explorés par des compagnies étrangères, et enfin les tarifs d'accès aux licences d'exploration.

Toute la question est de savoir si le Niger saura tirer profit de cette rente accrue, ce qui n'a pas été le cas dans le passé. La souveraineté du gouvernement nigérien est désormais incontestable, les récentes négociations en ont fourni la preuve. Mamadou Tandja avait déjà su jouer de la concurrence internationale en obtenant des Chinois qu'ils offrent des infrastructures (deuxième pont à Niamey, rénovation du stade national...) ou des Canadiens qu'ils entretiennent les routes construites par eux dans les années 1970. Le bilan de la présidence Tandja sur le plan du développement des infrastructures est positif. On peut aussi mettre à son crédit, sur le plan politique, une stabilité qui ne s'oppose pas à des scrutins électoraux réguliers. Il y a incontestablement une société civile active au Niger, qui défend la population, et a prouvé son attachement à l'Etat de droit et à la démocratie. En mai 2007, une motion de censure votée par le Parlement a abouti au renversement légal du premier ministre, ce qui montre la bonne marche des institutions politiques. Les ambitions matérielles de la rébellion du MNJ ne semblent pas correspondre à l'état d'esprit des Touaregs qui, pour la plupart, reconnaissent le bénéfice tiré des apports de paix de 1995 et ne souhaitent pas le remettre en cause. Toutefois, l'ouverture par Niamey d'un cycle de répression à leur égard pourrait faire prendre au conflit une autre dimension. Tous ces facteurs, ainsi que l'adhésion à l'ITIE et les conditionnalités de l'aide versée par les institutions internationales dont ne peut encore se passer le Niger, devraient favoriser une meilleure utilisation de la rente uranium. Alors certes, le président Tandja commence à faire preuve d'un certain autoritarisme, notamment vis-à-vis de la presse. Des élections présidentielles auront lieu en 2009, auxquelles Tandja n'aura pas le droit de se présenter. Le respect de la constitution permettra de juger de

la consolidation démocratique, condition essentielle à une bonne gestion de la rente. Le Niger et les Nigériens ont aujourd'hui enfin la possibilité de tirer profit de leurs richesses.

Bibliographie

- **Ouvrage :**

A. SALIFOU, *Le Niger*, Paris, L'Harmattan, 2002.

- **Revue et articles de revue:**

P.M. DECOUDRAS, *L'aide internationale*, Politique Africaine, n°38, 1990.

D. BAILLARD, *Les promesses de l'uranium du Niger à l'épreuve*, Jeune Afrique, 13 juillet 2007.

C. BOISBOUVIER, *Coup de pioche dans le pré carré*, Jeune Afrique, 5 août 2007.

F. KPATINDE, *Des faux grotesques*, Jeune Afrique, 3 août 2003.

Lettre du Continent : n°511, 513, 521, 523, 525, 526.

Marchés tropicaux et méditerranéens avec AFP, *Niger : l'économie minée par les conflits armés*, 14 septembre 2007.

Marchés tropicaux et méditerranéens avec AFP, *Areva sauve son partenariat avec le Niger*, 14 mars 2008

D. MATAILLET, *Cinq ans après*, Jeune Afrique, 7 novembre 2004.

D. MATAILLET, *La ruée vers l'uranium*, Jeune Afrique, 13 mai 2007.

P.M MOBBS, *Mineral industry of Niger*, U.S Geological survey minerals yearbook, 1999.

- **RFI :**

M. MAS, *Mamadou Tandja réélu*, 8 décembre 2004.

M. MAS, *Opération pays mort*, 22 juin 2006.

Le directeur du groupe Areva a été expulsé, 26 juillet 2007.

Après la crise Areva, les relations s'apaisent, 04 août 2007.

▪ **Rapports d'organisations internationales :**

Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), *Recent developments in uranium exploration, production and environmental issues*, Vienne, septembre 2005.

Banque Mondiale, *Niger – une évaluation du climat des investissements*, mars 2007.

Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), *African Economic Outlook – Niger*, p. 423-437, 2007.

World Nuclear Association, *Uranium mining in Niger: status and perspectives of a top five producing country*, London, Annual symposium, 8-10 septembre 2004.

Carte politique du Niger

